



Proche et Moyen-Orient — Parti pris

Vidéo de Ben Gvir : quand les prisonniers sont palestiniens, l'Occident regarde ailleurs

Les images montrant le ministre israélien d'extrême droite humilier des militants européens de la flottille pour Gaza, qui ont suscité un tollé international, n'ont rien révélé de nouveau sur les prisons de l'État hébreu. Mais elles mettent en lumière quelque chose sur la hiérarchie des corps.

Rachida El Azzouzi

21 mai 2026 à 20h21

En diffusant sur ses réseaux sociaux, sans honte, comme un trophée, une vidéo humiliante de militants de la flottille pour Gaza – agenouillés, mains liées dans le dos, la tête basse, l'hymne national en fond sonore –, le ministre de la sécurité nationale israélien, Itamar Ben Gvir, a mis en lumière, mercredi 22 mai, les mécanismes de l'indignation sélective avec une clarté aveuglante.

Il a contraint l'Occident à regarder en face sa politique de mauvais traitements des détenus, révélant en direct la hiérarchie raciale de la souffrance qui structure l'univers médiatico-politique : les prisonniers filmés ne sont pas palestiniens. Ils sont, pour une grande partie d'entre eux, blancs, occidentaux. Ils ont des passeports français, belges, italiens, espagnols, irlandais.

C'est ce qui rend soudain visible ce qui est rendu structurellement invisible depuis des décennies, bien avant le 7-October et le durcissement sans précédent des conditions de détention dans les prisons israéliennes, ordonné par Itamar Ben Gvir, figure centrale du gouvernement israélien et du suprémacisme juif.



Un soldat israélien supervise le transfert de prisonniers palestiniens à la frontière de la Cisjordanie occupée, le 22 janvier 2025. © Photo Gil Cohen-Magen / AFP

La réaction occidentale a été immédiate, sans ménagement, sans guillemets. Les médias ont diffusé l'information en boucle. Personne n'a dit : « *c'est la guerre* », « *c'est compliqué* », « *c'est la sécurité d'Israël* ». Des ambassadeurs ont été convoqués en urgence. Paris a fustigé « *l'inadmissible* », Rome une « *atteinte à la dignité humaine* », Madrid un « *traitement monstrueux* ».

Même les plus grands alliés d'Israël ont réagi. L'ambassadeur états-unien Mike Huckabee a dénoncé des « *actes méprisables* » sur X : « *La flottille était une manœuvre stupide, mais Ben Gvir a trahi la dignité de sa nation.* » Le tollé a atteint jusqu'au gouvernement israélien : le premier ministre Benyamin Nétanyahou a dénoncé un traitement « *non conforme aux valeurs et aux normes d'Israël* », tandis que Gideon Saar, chef de la diplomatie, qualifiait la vidéo de « *honteuse* ».

« *C'est bien de condamner Ben Gvir pour l'humiliation infligée aux membres de la flottille mais c'est un traitement de luxe comparé à ce qui est infligé aux Palestiniens dans les prisons israéliennes* », a souligné sur X [Francesca Albanese](#), la rapporteuse spéciale de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés, dont les sanctions imposées par l'administration Trump ont été levées le jour même sur décision d'un juge fédéral.

Conditions de détention cruelles et inhumaines

Les conditions de détention dans les prisons israéliennes, officielles ou secrètes, sont documentées depuis des décennies par des organisations palestiniennes, israéliennes et internationales : Addameer, Al-Haq, B'Tselem, l'Association pour les droits civils en Israël, Physicians for Human Rights, Amnesty International, le Comité des Nations unies contre la torture, etc. Des milliers de Palestiniens, y compris des mineurs, ont décrit des violences et des abus relevant pour beaucoup de la torture ou des traitements dégradants.

Ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas inconnu. Mais cela ne provoque jamais d'onde de choc dans les médias ni dans les chancelleries occidentales. En décembre 2023, des dizaines d'hommes palestiniens avaient été filmés agenouillés, en sous-vêtements, les yeux bandés, dans les rues de Beit Lahia, à Gaza. Les réactions gouvernementales avaient été inexistantes ou marginales en Occident.

Ce n'est pas un biais inconscient qui décide quels corps comptent et lesquels peuvent être sacrifiés en silence, déshumanisés. La souffrance palestinienne n'est perceptible à l'Occident que lorsqu'elle se reflète dans des corps qui lui ressemblent.

Les images du centre de détention d'Ashdod publiées par un Itamar Ben Gvir jubilant (comme toutes celles que nous avons déjà vues ou refusé de voir depuis le 7-October, à l'instar de ces files de Palestiniens déshabillés dans le froid, les yeux bandés, dans Gaza anéantie ou sur les collines rocailleuses de Cisjordanie) ne sont rien à côté de toutes les images qui ne sortiront jamais des prisons israéliennes.

« J'ai été blessé huit fois sur le terrain, mais rien n'est comparable à ce que j'ai vécu et vu à l'intérieur des prisons israéliennes. »

Ali Samoudi, journaliste palestinien

Celles qu'on ne peut qu'imaginer à la lecture des rapports des ONG, à l'écoute des fragments de témoignages de détenus libérés, de leurs familles, de leurs avocats, quand ils parviennent à les contacter. L'ordinaire carcéral. Les violences physiques, psychologiques, sexuelles. Les privations de sommeil, de nourriture, de médicaments. L'absence de soins, d'hygiène. Jusqu'à la mort.

Depuis le 7-October, le nombre de prisonniers a doublé, selon les ONG : ils sont près de dix mille. Certains ont été jugés ; des milliers ne l'ont jamais été et ne le seront jamais, maintenus sous le régime de la détention administrative, renouvelable indéfiniment, sans inculpation, sans procès.

Mediapart ne cesse de le documenter. En juin 2024, le journaliste gazaoui Diaa Al-Kahlout, aujourd'hui exilé en Égypte, nous racontait ses trente-trois jours dans l'enfer de Sde-Teiman, le « Guantánamo israélien », sous le matricule 059889. Plus de nom, plus d'identité : il était réduit à un chiffre. Il en est revenu « à la fois vivant et mort », ne tenant plus sur ses jambes, revivant chaque nuit les coups, la couche-culotte, le bandeau sur les yeux, les mains attachées dans le dos, suspendu par les poignets.

Mi-mai, *Mediapart* retrouvait à Jénine, en Cisjordanie, Ali Samoudi, méconnaissable après un an de prison, amaigri de 60 kilos. Ce journaliste, collègue de la journaliste palestino-états-unienne d'Al Jazeera Shireen Abu Akleh (il était à ses côtés lorsqu'elle a été tuée par l'armée israélienne en mai 2022, et avait lui-même été blessé à l'épaule), a été arrêté à son domicile le 29 avril 2025, jeté en détention administrative et libéré le 30 avril 2026.

Lui qui a consacré les quarante ans de sa carrière à documenter la souffrance des autres, notamment dans les prisons, avoue avoir été dépassé par sa propre expérience carcérale : « J'ai été blessé huit fois sur le terrain, mais rien n'est comparable à ce que j'ai vécu et vu à l'intérieur. »

Un autre ancien prisonnier, libéré après trente ans dans les geôles israéliennes en février 2025, dans le cadre du cessez-le-feu à Gaza, a confié à *Mediapart* : « Les prisons israéliennes sont la pire chose que l'être humain ait jamais inventée. »

Ben Gvir n'est pas un dérapage

Ce qui se joue dans cette séquence ne se limite cependant pas à l'indignation sélective. Il y a peut-être quelque chose de

plus indigne encore : la stratégie adoptée pour ne pas réellement ouvrir les yeux. Celle qui fait d'Itamar Ben Gvir l'extrémiste, le bouc émissaire commode, pour mieux préserver le système qui l'a produit et maintenu au pouvoir.

La mécanique est rodée. Elle permet de ne pas nommer le reste : ni Benyamin Nétanyahou, qui maintient Itamar Ben Gvir au gouvernement parce qu'il en a besoin pour sa majorité vacillante, pour continuer la guerre, se maintenir au pouvoir, échapper à la justice. Ni les décennies de pratique carcérale documentée avant Itamar Ben Gvir. Et surtout, elle installe un narratif rassurant : le ministre serait une exception, menaçant la démocratie israélienne, qui peut se corriger.

Mais Itamar Ben Gvir n'est pas un dérapage. Il est un rouage central de la mécanique génocidaire à l'œuvre dans les territoires palestiniens occupés. Chargé de la sécurité nationale et de l'administration pénitentiaire, il contrôle les corps, les prisons, la répression.

Son mot d'ordre après les attaques du Hamas en octobre 2023 a toujours été clair : durcir au maximum les conditions de vie des Palestiniens derrière les barreaux. Il s'est d'ailleurs vanté de les affamer au point que la Cour suprême israélienne a ordonné en septembre 2025 l'amélioration de l'alimentation des détenus palestiniens.

Il a célébré l'une de ses plus grandes victoires fin mars : l'adoption de la loi instaurant la peine de mort, son cheval de bataille depuis des années. Une loi emblématique de l'apartheid documenté par des ONG comme B'Tselem, pensée pour ne s'appliquer qu'aux Palestiniens reconnus coupables de meurtre « terroriste », entrée en vigueur le 17 mai. Elle exclut explicitement les auteurs juifs, tels les colons qui bénéficient d'une impunité quasi totale.

La vidéo de Ben Gvir intervient à l'heure où la violence coloniale s'intensifie chaque jour davantage.

Depuis le début de l'année, au moins dix Palestiniens, contre huit pour toute l'année 2025, ont été tués par des suprémacistes juifs à travers la Cisjordanie. L'écrasante majorité des enquêtes qui visent ces derniers sont classées sans suite et aucune poursuite n'a été engagée depuis 2020, alors que plus de mille cent Palestiniens dont au moins un quart de mineurs ont été tués.

Avec ses nœuds coulants autour du cou ou imprimés sur son gâteau d'anniversaire pour ses 50 ans, son champagne sabré en plein Parlement pour célébrer les morts palestiniens à venir, Itamar Ben Gvir ne fait pas le spectacle. Il mène une politique cohérente, délibérée, validée au sommet, par un chef d'orchestre : Benyamin Nétanyahou.

À leurs côtés, Bezalel Smotrich, l'autre visage de l'extrême droite israélienne : ministre des finances et des colonies, il appelle à la multiplication de ces dernières, à la réouverture de celles évacuées en 2005 dans le cadre du plan de désengagement israélien, en Cisjordanie comme à Gaza, pour « *enterrer l'idée d'un État palestinien* ».

La vidéo d'Itamar Ben Gvir intervient à l'heure où la violence coloniale s'intensifie chaque jour davantage. Moins d'une semaine après la « marche des drapeaux » du 14 mai, parade nationaliste et violente, chaque année plus suivie, commémorant l'annexion de la partie palestinienne de Jérusalem.

Mediapart a été témoin d'agressions racistes contre des Palestiniens. Des jeunes Israéliens ont déferlé dans les rues de la vieille ville en scandant : « *Mort aux Arabes* », « *Que votre village brûle* », « *Ici ce n'est pas la mosquée Al-Aqsa, c'est le Troisième Temple* », le grand projet messianique de l'extrême droite israélienne. Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, tous deux dans le viseur de la Cour pénale internationale, étaient présents, aux côtés de membres de la Knesset, le Parlement israélien.

Ce n'est pas une série de coïncidences. C'est le rythme normal d'un régime colonial qui tourne à plein régime. Quand

l'indignation sera retombée, le monde détournera-t-il le regard, encore une fois ?

Rachida El Azzouzi

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau